

SORTIR DES EGOUTS :
DE L'HEGEMONIE CULTURELLE DE DROITE
AUX FASCISTES DU TROISIEME MILLENAIRE

par Moyote Project



Cet article a été publié dans une version anglaise en avril 2010 dans la revue Mute (metamute.org), et ensuite dans une version italienne approfondie librement téléchargeable sur : alphabetthreat.co.uk/moyoteproject

*Initialement conçu pour un public étranger, il est aussi devenu un outil de réflexion pour le mouvement antifasciste en Italie et sa version papier est disponible dans certains infokiosques et lieux autogérés. Pour contacter Moyote Project, on peut écrire à moyoteproject@gmail.com.
Merci à G., P., C. e G. pour l'aide à la traduction de cette version provisoire.*

En 1973, le groupe **Nuova Destra** (Nouvelle Droite) commença à publier un fanzine intitulé **La Voce della Fogna** (La Voix des égouts) pour répondre ironiquement au slogan qui intimait aux néofascistes de retourner dans le seul lieu qui leur convient. Trent cinq ans plus tard, l'univers fragmenté, irréductible et parfois contradictoire de la droite radicale italienne est sorti des égouts et a fait son entrée la tête haute dans la sphère publique.

Armés de nouvelles tactiques et d'un nouveau lexique, de *graphic designers*, forts de vieilles idéologies et de vieux gourdins, les nouveaux fascistes ont conquis un espace précaire entre la rue et la collaboration active avec les institutions.

Ils se définissent comme droite non-conforme et «fascistes du troisième millénaire». Leur audience croissante et leur capacité à se faire les interprètes des humeurs du temps ne permettent pas de penser qu'il ne s'agit là que d'une simple résurgence du passé.

Il est par conséquent nécessaire de porter un regard attentif à leur stratégie, à leur bagage idéologique et au rôle qu'ils jouent dans le panorama de l'Italie contemporaine.

1. Casa Pound

Casa Pound hurle :

L'homme doit être libéré.

Le marché tue l'esprit.

La spéculation et la logique du profit renversent chaque obstacle

qui se dresse devant eux. Facilement... Travailleurs, peuples, communautés.

Amour, joie, sacrifice et diversité. Fauchés.

Nous ne tolérerons pas de voir mourir notre peuple au milieu d'une rue...

(Sur le site internet de Casa Pound : « **Qui sommes nous ?** »)

L'une des expressions les plus importantes de cette galaxie soi-disant non-conforme est sans doute représentée par Casa Pound (Maison Pound - CP). Le choix de se concentrer sur cet épiphénomène est dicté par le fait que CP représente un changement remarquable dans le paysage du néo-fascisme italien. En outre, ce choix permet d'analyser le développement de l'extrême droite et la naissance de la « droite plurielle » en Italie en même temps que l'environnement politique et social qui lui a permis de s'affirmer.

Casa Pound naît en 2003 à Rome, de l'occupation d'un bâtiment public dans le quartier central et multiethnique de l'Esquilino à l'initiative d'un groupe d'individus issus du milieu de la droite radicale de la capitale. Cette occupation a pour but le logement des militant-e-s, mais elle est en même temps la base opérationnelle pour les activités du mouvement, et devient leur lieu symbolique et leur quartier général. D'autres occupations suivent (appelées ONC -- « occupations non conformes ») dédiées à la création d'espaces de sociabilité ouverts au public qui reproduisent dans leurs grandes lignes le fonctionnement et le style des centres sociaux de leurs adversaires de gauche. Ces espaces sont pensés comme des lieux pour diffuser culture, sport et sociabilité. Les ONC ont pour objectif de créer de la communauté, des liens sociaux, de l'enracinement sur le territoire. Les occupant-e-s de Casa Pound revendiquent avec force l'instrument de l'occupation et annoncent sur leur site internet : « Le stéréotype réactionnaire qui voit l'occupation de logements vides comme une pratique exclusivement de gauche a été poignardé à mort ».

À partir de cette implantation initiale dans la capitale, Casa Pound se développe en tant qu'association nationale et essaime dans de nombreuses villes de la péninsule, ouvrant des lieux (occupés ou non) et acquérant une visibilité politique. Très présente dans le Nord, surtout dans des régions traditionnellement de droite comme Vérone, elle est également présente dans le Sud (par ex. à Catane et à Naples).

L'occupation romaine originelle - qui par sa durée et son enracinement reste la plus importante - est conçue comme un lieu de rassemblement culturel et social pour la jeunesse, plutôt que politique et idéologique. La scène musicale qui s'est développée autour du groupe **ZetaZeroAlpha (ZZA)** - dirigé par le leader charismatique de CP, **Gianluca Iannone**, depuis longtemps figure de proue de l'extrême droite romaine et proche de personnages mêlés à la « subversion noire »¹ - a une importance fondamentale et a préparé le terrain à la constitution de CP. Cette "scène musicale" de la droite radicale sert d'aimant pour l'enracinement et l'élargissement de la base sociale de CP. Elle représente un lien fondamental entre l'expérience d'une certaine jeunesse liée à un sentiment identitaire, fondamentalement rebelle et anticonformiste, et celle d'un militantisme politique plus explicitement marqué par un point de vue idéologique.

¹ Cette expression fait référence aux personnages impliqués dans les groupes armés de droite actifs en Italie dans les années '70.

La dimension métapolitique liée à l'expression musicale, à la culture et au développement d'un imaginaire partagé est donc d'une importance centrale pour CP afin de fasciner et d'attirer la sympathie d'une partie toujours plus importante de la jeunesse. Les « occupations non conformes » accueillent et organisent des concerts, des repas collectifs, des présentations de livres, des événements culturels, des excursions en montagne ou des soirées d'information sur les minorités ethniques (surtout le peuple Palestinien ou Karen).

Dans le livre « **Centres sociaux de droite** », **Di Tullio** écrit que les ONC sont un nouvel espace de synthèse entre instances métapolitiques et existentielles et une approche différente de se rapporter à la politique, hors des partis. Moins inspirée, de façon velléitaire, par de grands idéaux et plus proche de la vie concrète et de la réalité.

La dimension métapolitique est centrale, mais elle est fortement assise sur les fondements politiques et idéologiques de cette formation. Ce substrat, malgré les stratégies de communication et l'emploi d'un langage innovant - laisse transparaître clairement des instances et des thématiques propres à la droite sociale qui prennent racines dans la référence au Mussolini des tous débuts et surtout, dans l'expérience de la République Sociale Italienne de Salò (1943-1945).

Les luttes et les revendications de CP - de même que les événements culturels - se concentrent sur quelques points forts comme **le droit de propriété de l'habitat, la lutte contre la vie chère, la défense de la famille traditionnelle comprise comme unité de base de la nation, la divulgation de thèses révisionnistes², et l'attention portée sur des personnages historiques liés à la tradition politique et culturelle de la droite sociale (Julius Evola, Alessandro Pavolini, John R. R. Tolkien). La récupération de certaines figures liées à la culture de gauche (Che Guevara, mais aussi le chanteur Rino Gaetano) s'inscrit dans la même optique. Le tout est soutenu par un background idéologique à tonalité antisystémique et anticapitaliste, qui rejette les logiques libérales et se pose en « défense des travailleurs/euses et des classes populaires » d'un point de vue nationaliste.**

C'est sur la thématique de **l'habitat** et du **"crédit social"** que se sont concentrées la plupart des revendications de CP. Par des actions directes coordonnées au niveau national, CP revendique une politique du logement qui garantit à tous les travailleurs - **italiens de souche bien sûr** - le droit de posséder en propre un logement. Cette revendication est renforcée par des propositions de lois qui ont été en partie intégrées dans le programme de la coalition du gouvernement italien. Ces propositions de lois se concentrent sur l'accès à un « crédit social » qui permettrait d'acquérir une propriété à prix coûtant par l'intermédiaire d'un organisme public.



² On fait ici référence aux thèses de négation des assassinats menés par les fascistes pendant le régime tout en exagérant le nombre de victimes faite par les forces antifascistes, donc pas seulement la négation de l'holocauste juif.

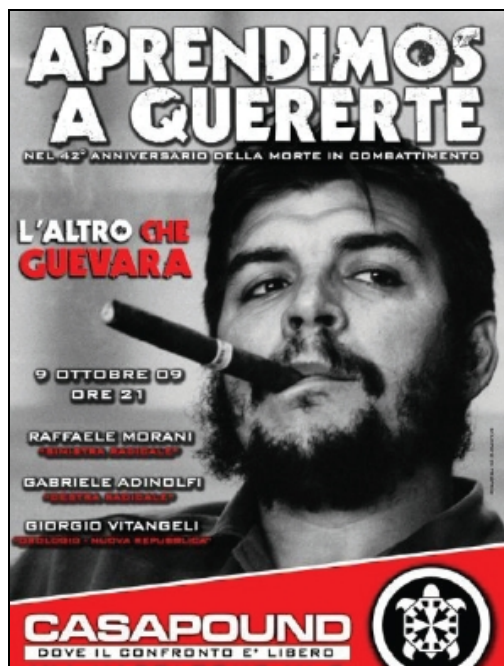
Des actions symboliques et médiatiques accompagnent cette campagne, allant de la pendaison de mannequins censés représenter les familles italiennes étranglées par les crédits, à l'envahissement du plateau de l'émission de télé *Grande Fratello* (Loft Story local) qui est selon CP «une insulte

Aux italiens victimes de la crise du logement ».

Le choix de recourir aux occupations doit donc se lire en rapport avec la lutte pour le « crédit social », comme prise de position active face aux difficultés des classes populaires pour avoir accès à des habitations bon marché.

Le choix est clairement fait de se concentrer sur des thèmes qui concernent les couches les plus pauvres de la population et de se donner ainsi une forte connotation sociale.

Ces choix représentent une ligne de continuité avec les idées la droite sociale historique. Cependant si on voit dans ces choix un effort de légitimation politique, on peut alors les considérer comme une rupture fondamentale avec les dynamiques mises en acte par l'extrême droite depuis l'après-guerre. Il est donc nécessaire de faire un pas en arrière pour mettre en perspective historique ce que nous avons décrit jusqu'ici.



2. L'après-fascisme 1946-1995 : garantir l'ordre ou attendre que le vent de la révolution se lève ?

La période considérée – de 1946 à 1995 - a été choisie parce qu'elle permet une vision panoramique du néo-fascisme. Elle se confond avec le début et la fin du principal parti d'extrême droite :

Le Mouvement Social Italien (MSI).

Dans l'immédiate après-guerre - alors que les plaies laissées par la barbarie fasciste et l'invasion nazie sont encore sanglantes - ce nouveau sujet politique (entièrement nourri des idéaux du fascisme à peine vaincu) ressurgit face aux forces antifascistes. La caractéristique la plus remarquable du MSI est sa référence explicite à la « version sociale » du fascisme, incarnée par le programme de la **République Sociale Italienne (RSI)** de Salò (1943 - 1945).

Fascisme et contre-révolution

Le fascisme de Mussolini est un phénomène situé, socialement et historiquement déterminé. Les vingt années du régime fasciste en Italie ont été qualifiées de « fascisme historique » pour souligner son unicité et sa différence avec les modèles de société plaidés par les mouvements et partis qui se sont ensuite référés aux symboles et aux propositions politiques du régime de Mussolini (et en particulier à la brève saison de la **République Sociale de Salò - RSI**).

Aujourd'hui - dans un contexte de populisme, de xénophobie, de racisme, de violences néofascistes, de lois autoritaires et de manipulations révisionnistes de la mémoire historique — il peut être encore utile de réfléchir sur les formes sociales du fascisme historique. On fera donc référence à la définition donnée par **Luigi Fabbri** dans son texte de 1922 sur le fascisme comme « **contre-révolution préventive** ». Son analyse - comme l'a dit l'Assemblée Permanente Antifasciste de Bologne dans l'introduction de la nouvelle édition du texte en 2009 - s'élevait au-dessus de toute condamnation moralisatrice de la violence fasciste et décrivait la formation d'une culture réactionnaire de masse encouragée par l'Etat et la bourgeoisie, à travers une triple action combinée de violence illégale fasciste, de répression légale du gouvernement et de pression économique liée au chômage.

Le concept de **contre-révolution préventive** pose une question centrale: les propositions politiques et sociales qu'on peut définir d'une manière générale comme fascistes, s'affirment toujours après une vague contre-révolutionnaire. À propos de l'idée de contre-révolution, une réflexion particulièrement éclairante de **Paolo Virno** nous invite à évaluer aussi son potentiel de transformation de la société, et non seulement sa nature restauratrice et conservatrice ou la répression violente qui souvent l'accompagne. Ce changement « ne va certainement pas dans la direction d'une société plus équilibrée dans la justice sociale et les libertés individuelles, mais il est toutefois important de regarder la contre-révolution comme une révolution à l'envers, comme une chose extraordinairement novatrice et qui s'est approprié beaucoup des poussées, des objectifs, des façons de vivre qui avaient nourri la révolution » (Extraite de **Balestrini et Moroni** « **Do you remember counter-revolution ?** » en *L'orda d'oro*). Les fascismes répondent à une demande sociale légitime avec des termes irréductiblement différents à ceux d'une réponse révolutionnaire, en produisant une plus large domination du capital et un assujettissement croissant des formes de vie. On peut d'ailleurs trouver une confirmation ultérieure de ce schéma interprétatif dans une phrase incisive de **Walter Benjamin** : « *Chaque fascisme est l'index d'une révolution ratée* ».

Une des principales références idéologiques de cet univers néofasciste complexe est la **Charte de Vérone** de la **RSI** ; en 18 points, elle dessine les contours d'un état fasciste fondé sur le travail, le corporatisme et la propriété du logement. Cette Charte envisage une redistribution des terres et théorise une vision réglementée de la propriété dans un sens « anticapitaliste ».

Dès 1946, l'objectif principal du MSI fut donc de se présenter comme un point de référence et un abri pour les vaincus qui voulaient encore se faire les porteurs des idéaux du fascisme. Le **MSI** devint ainsi un pilier de la droite italienne. En son sein se développèrent rapidement un tas de groupes et de courants néofascistes, parfois assez éloignés voire en contradiction, avec la ligne de conduite du parti. Les différentes permanences locales du parti accueillirent, de fait très largement, les militant-e-s des groupes les plus variés. Dans le panorama italien de l'après-guerre, les fascistes se trouvaient relégués à une position marginale et isolée - moins toutefois sur le plan social que politique. Cette situation en a poussé beaucoup vers des formes radicales d'activisme politique et parfois même à envisager des hypothèses putschistes.

On doit se souvenir que la situation politique, interne et internationale, de l'Italie au cours de ces années, est extrêmement complexe : membre du pacte atlantique (OTAN), celle-ci joue un rôle stratégique fondamental sur l'échiquier européen. D'autre part, elle héberge le parti communiste le mieux organisé et le plus populaire à l'intérieur du bloc occidental. Dans ce contexte international, caractérisé entre autres par un nouvel épisode dictatorial - référence pour les néofascistes italiens - dans la Grèce voisine (1967 - 1974), chacun, les États-Unis en tête, regarde vers l'Italie avec inquiétude. C'est dans cette situation de fortes tensions sociales que le néo-fascisme va tenir un rôle central et ambigu.

Les différents groupes existants (y compris les groupes armés ou terroristes) sont féroce-ment anticommunistes. Ils deviennent les exécuteurs sanguinaires d'une stratégie de la tension vouée à créer le chaos pour garantir l'ordre, avec l'intention de renforcer une politique anticommuniste et autoritaire par des actes de déstabilisation, organisés de manière à en faire endosser la responsabilité par leurs adversaires politiques.

Ce rôle de seconds couteaux au service de l'**État** ou de polices secrètes - **CIA** en tête - même s'il est largement pratiqué, n'est pas nécessairement très apprécié dans certains cercles néofascistes.

Ceux-ci préfèrent se réclamer d'une idéologie fortement anticommuniste mais également anti-américaine, voire anti-impérialiste. Ils s'opposent à un modèle de société individualiste composée de sujets aliénés, tel que l'a théorisé **Evola**, leur « baron noir » .

À partir de là se développe une tendance qui pratique aussi l'action contre le système et ne se contente plus de défendre l'ordre constitué. De ce courant émergent quelques groupes parmi lesquels l'un des plus importants sera **Terza Posizione (Troisième Voie)**. Son nom fait clairement référence au rejet du communisme comme du capitalisme. Derrière la devise « ni front rouge, ni réaction » se constitue un groupe national-fasciste et anti-bourgeois.

Il faut prendre en compte que - surtout des années '60 aux années '80 - le militantisme néofasciste était caractérisé par le choix d'un positionnement politique et social minoritaire fièrement assumé, circonscrit aux permanences locales du MSI ou du **Fronte de la Gioventù (Front de la Jeunesse - FdG)**, l'organisation de jeunesse du **MSI**.

Les pratiques de **TP** étaient influencées par l'ambiance culturelle et politique de l'époque et montraient depuis 1968 une fascination certaine, bien que paradoxale, pour les mouvements d'extrême-gauche. Elle se manifeste par exemple à Rome, à la faculté de droit, par la présence de groupes nazi-maoïstes ou guévaristes. La célèbre expulsion du syndicaliste Lama³ de l'Université *La Sapienza* a été admirée par les néofascistes qui, tout en continuant les agressions de camarades « rouges » pour la maîtrise du territoire, exprimèrent à plusieurs reprises le souhait d'un « dépassement des barrières », d'une convergence des deux parties contre l'ennemi véritable : l'État.

L'une des originalités d'un groupe comme **TP** fut sa volonté de « sortir du ghetto » *pour rentrer de force dans les luttes sociales*. Sur ce point, on peut donner en exemple la bataille menée par **TP** à Rome pour légitimer la lutte pour les occupations de logement dans le quartier populaire et communiste de **La Palmarola** .

Ces tendances centrifuges du **MSI**, orientées vers un fascisme social, se sont opposées pendant des années avec les courants beaucoup plus pragmatiques qui voient la politique comme le lieu de la revanche et le moyen de faire tomber le mur de l' « imprésentabilité » du néofascisme. Ce sont ces derniers qui conduiront en 1995 au « tournant de Fiuggi » et à l'apparition dans le paysage italien des « postfascistes » **d'Alleanza Nazionale (Alliance Nationale - An)** qui se prétendent inoffensifs et démocratiques. Les principes et l'état d'esprit du fascisme social originaire ne sont pas effacés, au contraire, à partir de ce moment, ils trouvent d'autres modalités d'expression. Cet état d'esprit a trouvé un terrain fertile où s'enraciner et se diffuser, dans le climat politique et culturel de ces dix dernières années.

³ Rome, le 16 février 1977, le secrétaire général du syndicat «rouge» CGIL veut faire un comice dans l'Université occupée. La Cgil et le PCI aussi sont depuis longtemps critiqués par le mouvement et par les autonomes. Pour ces derniers, le comice c'est une provocation et après des affrontements épiques avec le service d'ordre du syndicat, Lama est chassé de l'Université.

⁴ Voir l'interview de Adinolfi : « Depuis l'action sociale de *Terza Posizione* aux occupations pour le logement » in Di Tullio, *Centri sociali di destra : occupazioni e culture non conformi* (Centres sociaux de droite : occupations et cultures non conformes) Castelveccchi, Rome (2006). Voir aussi Adinolfi et Fiore *Noi, Terza Posizione* (Nous, Troisième Position) Settimo Sigillo, Rome (2000).

3. Des droites à la droite plurielle

Les nouvelles modalités d'expression des sentiments fascistes les plus radicaux trouvèrent un terrain fertile dans l'affirmation d'une hégémonie culturelle de droite. Durant les vingt dernières années, on a assisté en Italie non seulement aux succès électoraux des droites mais également à l'affirmation d'une véritable et singulière hégémonie culturelle de droite.

Cette situation a commencé par la profonde crise politique et institutionnelle qui a éclaté avec les enquêtes judiciaires sur les malversations et la corruption (*Tangentopoli*, 1992) - et la recomposition qui s'en est suivie avec le projet d'une Seconde République.

Cette hégémonie a pris corps grâce à la capacité de la droite de relier entre eux des phénomènes hétérogènes de nature politique, sociale et économique, tout en imposant dans la sphère publique un discours raciste, identitaire et réactionnaire. Cette affirmation s'est construite d'une part à travers la figure expiatoire du «sans papier», du clandestin et, de l'autre, par la capacité de traduire en représentations politiques les revendications des nouveaux sujets émergents, consécutifs de la profonde restructuration de la production de ces vingt dernières années.

De cette manière, il fut possible de donner une représentation aux peurs et aux craintes qui dans les milieux populaires urbains sont nées de la fracture sociale et en même temps d'élargir les bases de ce consensus aux nouvelles figures sociales de la classe moyenne et des petits entrepreneurs.

De l'eugénisme à l'ethnopluralisme (ou ethno-différencialisme)

Le concept de « race », c'est-à-dire l'existence de différences de type génétique entre des présumées « races » du genre humain, a été définitivement rejeté, par les sciences dures comme par les sciences sociales. Par là, la possibilité de théoriser la supériorité d'une « race » sur les autres, à travers des données scientifiques, et donc en postulant sa naturalité, a été définitivement niée.

L'expression « race » a une très mauvaise réputation pour ses résonances historiques qui renvoient immédiatement à la traite des esclaves, à l'eugénisme, à l'holocauste; l'extrême droite elle-même, n'ose désormais plus se référer à ces concepts pour promouvoir sa haine des différences. C'est plutôt une idéologie « différencialiste » que la droite est en train d'utiliser; une idéologie qui se base sur la notion de différence culturelle, selon laquelle les cultures, conçues comme des entités distinctes et immuables, doivent être préservées et surtout maintenues séparées parce qu'irréductibles les unes aux autres. Le principal représentant de ces théories est Alain de Benoist, père fondateur de la Nouvelle Droite française. Son idéologie est celle du «chacun chez soi», selon laquelle la diversité culturelle doit être défendue, à condition qu'elle ne devienne pas du multiculturalisme.

Quand des groupes comme Casa Pound et d'autres similaires s'engagent dans la défense de l'autodétermination des peuples, comme par exemple les Karen de Birmanie, c'est bien d'une autre opération qu'il s'agit. Ce n'est pas la défense des différences mais bien la ré-affirmation de l'idée que chaque peuple ou ethnie a une spécificité propre qui la rend irréductible à vivre avec d'autres groupes culturels. Mais de ce point de vue, un concept comme celui de « culture », qui renvoie à une série de pratiques développées par des êtres humains dans l'histoire, et non pas innées, devient objet d'un processus de « naturalisation ». Considérée comme quelque chose de « naturel », la « culture » se calcifie en pratiques et idées inchangées, qui ont origine dans un passé mythique et immuable. Avec la référence à ce genre d'idées, la droite peut déclarer « ne pas être raciste » tout en continuant de développer des pratiques et des propositions qui se distinguent difficilement du racisme « classique ». Quand la culture n'est plus considérée comme une série de processus toujours évolutifs, s'ouvre alors une tendance dangereuse. On distingue difficilement le concept de « culture » de celui de « race » quand on nie le rôle structurel de certains processus comme les migrations, les crises et les métissages, pour exalter le temps mythique et statique d'une tradition qui n'a jamais existé en ces termes.

Le vide théorique laissé par la gauche sur ce terrain a certainement contribué à la possibilité d'enracinement de ce genre de pensées. Et on pourrait ajouter que la gauche a aussi souvent promu des pratiques et des théorisations très proches de celles-ci (il suffit de se souvenir du cas du mur de Via Anelli à Padoue, voulu par une administration de centre-gauche). D'où la nécessité toujours plus forte d'analyses qui dévoilent et révèlent l'arrière-plan idéologique qui entoure les déclarations, les pratiques et les réponses à la société multiculturelle dans laquelle nous vivons.

Les droites se sont donc définies avec un profil « pluriel » en trouvant la synthèse nécessaire pour faire cohabiter des cultures politiques très différentes. Selon un des principaux experts des droites en Italie, Caldiron, cette synthèse est arrivée à deux différents niveaux : un politique et l'autre culturel. Le niveau politique est représenté par la figure de Berlusconi (le président du conseil) - qu'est capable de jouer le rôle de médiateur et faire coller les différentes âmes de la droite. Le modèle populiste de Berlusconi a montré sa capacité de porter en politique la caractéristique de créer rêves et styles de vie qu'est typique du médium télévisé.

Au niveau culturel, les droites ont agité comme des « entrepreneurs de la peur » en déclinant tous les débats sur la vie sociale en termes d'urgence et de sécurité avec comme arguments la défense du territoire, de l'identité et de la communauté, tout en utilisant en permanence des discours alarmistes sur « l'invasion des immigrés ».

Des expériences comme CP trouvent un espace et légitimité autour de cette nouvelle composition des droites en tant qu'espace politico-culturel qui peut être défini comme « droite plurielle ⁵ ». Ici, C.P change aussi la stratégie traditionnelle du néofascisme juvénile : il y a un nouveau projet basé sur l'entrisme, c'est-à-dire sa capacité d'exercer un pouvoir de persuasion dans les choix du gouvernement et de gagner ainsi de l'espace de manœuvre.

En pratique - surtout à l'échelon local - les relations entre la « droite non conforme » et les partis de gouvernement et leurs administrations sont de plus en plus fréquentes et étroites.

Les représentants des groupes d'extrême droite sont élus sur les listes du **Popolo della Libertà (Peuple des Libertés - Pdl)**, le parti qui incarne l'espoir de la « droite plurielle ».

Les protagonistes de la politique gouvernementale sont invités à venir débattre dans les lieux occupés par CP. Les deux se complètent : par ses relations avec la droite plurielle (**PdL** mais aussi la **Lega Nord**, le parti nationaliste du nord), la « droite non conforme » gagne une légitimité et un espace de manœuvre tandis que les partis de gouvernement se servent d'eux pour hausser le ton du débat politique et comme soutien (électoral ou non).

Le meilleur exemple dans l'histoire récente de cette utilité réciproque est celui de **Rosarno en Calabre**. En janvier 2010, les travailleurs migrants qui viennent pour la récolte des oranges, lassés des vexations, se sont révoltés. Des scènes de pogrom s'en sont suivies lorsque les habitants se sont acharnés sur eux. La réaction unanime à ces événements fut une condamnation de la violence. Les partis de gouvernement en particulier réduisirent les contradictions sociales apparues là à une simple question de sécurité publique, tout en faisant porter la responsabilité des événements à la nouvelle classe dangereuse immédiatement criminalisée: les clandestins.

Dans les jours qui suivirent la révolte, une délégation de CP vint manifester sa solidarité aux habitants, accusés par les médias (par les médias étrangers surtout) de racisme.

⁵ On peut faire référence, en particulier, à Caldiron « la destra sociale da Salò a Tremonti » Manifestolibri, Rome (2009).

Pour l'occasion CP diffusa un document dans lequel ils se déclaraient d'une part, solidaires des « autochtones » sur la base de leur présumée italianité, et appelait d'autre part, à une intervention de l'Etat pour punir les exploiters de la main d'oeuvre immigrée.

On peut dire -- vu l'ambiance pendant ces journées -- qu'il n'y avait pas beaucoup d'autres représentants de la droite plurielle qui auraient pu faire entendre sur place un discours identitaire tout en affirmant dans le même temps "leur proximité" avec les revendications des immigrés et en demandant des sanctions contre leurs exploiters. Tout ça pendant que le gouvernement organise la répression et que **Berlusconi** dans des discours et des déclarations lourdement racistes assimilait la clandestinité à la criminalité.

Un des points les plus controversés à propos d'un mouvement comme CP est sa sensibilité confusément anticapitaliste et anti libérale. Ils croient à la propriété privée mais seulement si elle est subordonnée à l'autorité de l'Etat. De même, leur conception du travail rejette « l'exploitation de l'homme » par les profiteurs et les spéculateurs, espérant au nom du bien commun et de la nation, une collaboration entre ouvriers et patrons.

On a donc souligné la capacité de proposition politique de CP et sa base idéologique, on évaluera maintenant dans quels termes son action puisse influencer certains choix gouvernementaux. On regardera surtout comment CP construit une mentalité et une attitude culturelle « rebelle » qui pourrait s'intégrer dans le *common sens* inédit - et qui va en s'élargissant - de la droite plurielle.

4. Militance extrapolitique : être fasciste dans le troisième millénaire.

Action, donc. Action éclatante, si nécessaire.

Transpercer les médias, pour les obliger à détourner temporairement le regard des ragots, du bavardage soporifique et inutile de la classe politique.

(Sur le site internet de Casa Pound : « Action Politique »)

Un des défis les plus importants de **Casa Pound** a été de s'imposer comme nouveauté d'un côté et, de l'autre, comme élément de recomposition dans le monde hétéroclite de la droite radicale italienne. Dans l'actuel contexte politique et culturel italien, où idées racistes et propos identitaires trouvent une large



résonance, Casa Pound a eu la capacité de s'organiser à plusieurs niveaux : celui de la culture de rue et celui de la légitimation médiatique et politique en tant qu'interlocuteur et acteur au sein de la sphère publique. En se définissant « **Fascistes du III millénaire** », CP marque l'intention d'être porteur d'une continuité idéologique tout en s'adaptant à la contemporanéité.

Un des paris de CP a été de devenir un sujet politique crédible et désirable pour tout un univers de jeunes militant-e-s de droite qui appartenaient à différents

groupes ou qui étaient déçus par le **Parti Alliance Nationale (AN)**, considéré trop modéré.

Mais leur pari fut également de séduire les membres de bandes de rue ou « des stades » avec une filiation « nazi-skin » ou hooligans d'extrême droite. **CP** accroît le nombre de ses adeptes, à la fois grâce à une image radicale et à un parcours de légitimation politique réalisée par le biais des nombreuses initiatives sociales, culturelles et bénévoles⁶, auxquelles s'ajoute la disponibilité à dialoguer avec les différents acteurs institutionnels. Après un remarquable effort d'organisation, ce parcours a permis de gagner une crédibilité et de s'enraciner dans l'enseignement supérieur en particulier à Rome et à Vérone. Cette opération a été permise par la branche étudiante de **CP** : le **Blocco Studentesco (Bloc Etudiant - BS)**, qui est un précieux réservoir de militant-e-s et sympathisant-e-s. En s'enracinant dans l'enseignement supérieur, les groupes militants néofascistes ont ainsi réussi là où ils avaient échoué lors des mouvements étudiants de '68 et '77.

La conquête de légitimité via une stratégie à « deux vitesses » est d'ailleurs claire si on analyse les célèbres affrontements de la **Piazza Navona**, à Rome. En octobre 2008, un groupuscule d'individus appartenant au **Blocco Studentesco**, aux cris « *Né rossi, né neri, ma liberi pensieri* » (« **ni noirs, ni rouges, libres d'esprit** »), tente de rester au milieu de la manif étudiante générale, sans se priver d'agresser les manifestant-e-s qui s'y opposaient. Suite à quoi des affrontements entre le Bloc, armé de bâtons et de drapeaux italiens et ses opposant-e-s éclatèrent : des manifestant-e-s tentèrent de les chasser de la place avec détermination. À travers les médias, le **BS** jouera - en partie avec succès - le rôle de la victime face aux agressions des « barbares antifascistes ». De cette façon, il s'agissait à la fois de reconnaître un esprit guerrier à ses propres militant-e-s, mais aussi aux opposant-e-s, ainsi qu'une dimension « de rue » à ses pratiques.

Bloc Etudiant et l'assaut des écoles et Facultés

Depuis quelques années, les écoles supérieures et les Universités se sont montrées comme des terrains stratégiques pour la montée de **Casa Pound**. Au travers du **Bloc Etudiant (Blocco Studentesco)**, son organisation de jeunesse fondée en 2006, **C.P** veut renforcer sa présence dans les écoles supérieures, lieux exceptionnels pour répandre ses idées et recruter des sympathisant-e-s.

Le **BS** naît lui aussi à Rome pour se répandre ensuite dans toute l'Italie : il est même présent dans certaines villes où il n'y a pas de locaux de **CP**, ce qui démontre sa capacité à percer à partir des écoles. On doit souligner que le **BS** est une organisation centralisée et ses leaders sont profondément liés au chef de **Casa Pound, Iannone**. L'organisation « mère » veille sur les jeunes en dirigeant directement les initiatives. Les résultats de cette stratégie d'infiltration organisée dans les écoles sont tangibles : en plusieurs occasions, il y a eu des cortèges étudiants avec le **BS** en tête, et des occupations organisées dans les établissements. Ils utilisent les mêmes techniques que **CP** pour s'enraciner dans le milieu étudiant : activisme quotidien, camouflage idéologique avec des slogans en apparence non explicitement fascistes (« Ni rouges, ni noirs, mais libres d'esprit ») et avec un investissement remarquable pour participer aux élections étudiantes (où ils gagnent de plus en plus de suffrages, avec par exemple la liste recueillant la majorité des votes dans le département de Rome). L'activité du **BS** a en permanence oscillé entre les cortèges de protestation « pour la jeunesse au pouvoir » et les gentilles rencontres institutionnelles avec un ministre de l'éducation très contesté dans les manifs.

Le climat dans les universités est un peu plus hostile à l'infiltration néofasciste, surtout à sa version militante. La tension augmente dans les Facultés parce que les fafs ont à plusieurs reprises attaqué des universitaires (ou membres de collectifs de gauche) pendant leurs initiatives.

⁶ **Casa Pound Italie** est une Association (genre loi 1901) de Promotion Sociale et participe en activités bénévoles et aux projets financés par les Mairies. Ces actions sont menées aussi comme forme de propagande et visibilité du mouvement.

Ici encore, c'est Rome le point clef: dans deux universités, il y a eu plusieurs confrontations entre le Bloc et des étudiants antifascistes. Le **BS** cherche à gagner de l'espace avec ses mobilisations mais aussi avec la rhétorique du « rôle de la victime ». La complicité du **Bloc** et de **Casa Pound** avec les institutions émerge clairement dans ses tentatives réitérées de véhiculer la thèse qui voit dans les antifascistes de méchants adversaires de la démocratie. Lors des initiatives de caractère antifasciste, ils demandent - et souvent ils obtiennent - la solidarité des institutions (mairie ou direction universitaire) au nom de la liberté d'expression. La rhétorique du « rôle de la victime » est organisée au préalable : les dirigeants de **CP** ont pour recommandation de donner la plus grande visibilité à toute contestation subie. Cette stratégie grince avec l'habitude des militant-e-s de **CP** d'agresser toutes personnes qu'ils considèrent comme différents ou qui sont contre leurs idées.

Le **BS** avant de confluer avec **CP** était l'organisation étudiante du parti de *Fiamma Tricolore* (**Flamme Tricolore**) ; son hymne est un morceau du groupe **ZetaZeroAlpha**, composé par **Iannone**.

En même temps, l'opération recherchait la condamnation par les médias et les politiciens des agressions subies par **CP** comme la conséquence d'un « préjugé antifasciste » (comme ils aiment à le définir). Ils visaient aussi à obtenir la condamnation par l'opinion publique de l'antifascisme et surtout de ses pratiques. Les événements de **Piazza Navona** témoignent de l'attention de **CP** pour les médias et d'une capacité à les utiliser à leur propre avantage. Cet intérêt inclut les médias *mainstream*, mais aussi la création de ses propres formes de communication.

L'enjeu de la légitimation politique et de la création d'un consensus ne se joue pas seulement sur le terrain de la rue. Il y a un investissement comparable dans la création d'un univers culturel attractif. **CP** compte à son actif une radio et une télé en ligne (*Radio bandiera Nera et Tortuga TV*), deux revues, un site internet quotidiennement mis à jour et une multitude de sites internet affiliés.

Ces outils révèlent aussi la volonté de **CP** de se présenter comme un mouvement réactif aux événements de l'actualité, comme en témoigne son intervention à **Rosarno**.

Leur esthétique est séduisante et très soignée avec le noir, le rouge et le blanc comme couleurs dominantes, une référence esthétique à connotation fasciste et futuriste remise au goût du jour. Le langage utilisé est vif et captivant, il se base surtout sur des slogans, mais est aussi capable d'ironie et d'auto-dérision.

Ce qui se construit est tout un univers moral et culturel partagé à partir d'une notion totalisante du militantisme. Il y a le but de créer une communauté dans laquelle les militant-e-s sont engagé-e-s dans tous les aspects de leur vie et non seulement dans les actions politiques.

Toutefois les piliers fondamentaux pour attirer les jeunes restent le culte de la lutte, de la bagarre et de la discipline du corps, qui, alliés à un discours de rébellion, fustigent le conformisme et l'inactivité. La création d'une communauté basée sur une identité commune, un modèle éthique et une culture nationale est un aspect central de l'action de **CP**. **CP** tente de créer des réponses « communautaires » (nationalistes) à des nécessités comme le logement, le besoin de partage et de sociabilité.

Pour enrayer la montée de **CP** et de sa prétention hégémonique, il est indispensable de construire une opposition sociale qui puisse agir à plusieurs niveaux et avec différentes modalités. Un investissement spécifique devrait porter sur le terrain de la culture et de l'imaginaire juvénile, tout en gardant l'attention maximale pour empêcher leur présence physique et politique dans les rues et les écoles.

Moyote Project, avril 2010.

Version de Juin 2011 par les
Editions Tatanka



Brochures
Anarchistes

Pour cette version recopiée et maquetée par nos soins, nous nous sommes permis quelques retouches : Ainsi, la première traduction de l'italien – appelée dans le premier encadré du texte « première traduction provisoire » comportait quelques coquilles et formulations approximatifs dues à la traduction et qui ont été modifiées. N'apparaissent pas aussi dans la « première traduction provisoire » les termes en gras (phrases jugées importantes, noms d'organisations, noms d'auteurs et références), ni cette dernière page contenant la marque de nos éditions, cette note d'édition ainsi que 2 symboles antifascistes italiens dont celui contre Casa Pound ci dessous.

En termes de références concernant un ouvrage cité dans le texte, nous conseillons fortement la lecture du livre de l'anarchiste italien **Luigi Fabri** intitulé « **La contre-révolution préventive** ».

Les éditions Tatanka

"Détruire le fascisme !"



"Fascistes : hors de ma ville !"
(poing détruisant le logo de Casa Pound)